

(N° 199)

Chambre des Représentants.

SESSION 1923-1924.

Projet de loi relatif à la spéculation illicite et à la limitation des prix en matière de denrées et marchandises, papiers et effets publics (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

Le Gouvernement avait déposé, le 16 mars 1923, un projet de loi aux termes duquel serait puni de peines d'emprisonnement et amende — séparément ou cumulativement — quiconque aurait « *offert en vente ou vendu à un prix usuraire, une denrée ou marchandise de première nécessité servant à l'alimentation, à l'habillement, au chauffage ou à l'éclairage* » (3).

Il estimait qu'il y avait lieu de faire revivre sur ce point les dispositions de la loi du 11 octobre 1919 — et de reprendre des mesures analogues à celles établies par la législation antérieure (arrêté du 4 mai 1920) concernant l'affichage des prix et la tenue des livres par les négociants et industriels.

D'autre part, le projet ne croyait pas devoir revenir au système de la taxation — abandonné par la loi du 31 décembre 1921 — que l'Exposé des motifs condamnait en ces termes :

« Le Gouvernement ne croit pas qu'il soit opportun d'en revenir à ce régime dont l'efficacité est d'ailleurs tout au moins incertaine.

(1) Budget, n° 179.

(2) Composition de la Commission spéciale :

a) Les membres de la Commission du n° 369 (1922-1923), article 1^{er} réservé
MM. BOLOGNE, BRASSINE, DE BRUYCKER, DE BUE, FALONY, GOLENTAUX, HALLET,
MEYSMANS, PATER, PECHER, PIERCO, PONCELET, SOUDAN, VAN ACKERE, VERLINDEN
et WAUWERMANS.

b) Six membres nommés par les sections : MM. BERTRAND, DU BUS DE WARNAFFE,
DE BRUYNE (RENÉ), FIEULLIEN, WAUTERS et DE WOUTERS D'OPLINTER.

(3) Doc. parl. 1922-1923. n° 225.

» L'acheteur comme le vendeur s'évertuent à éluder le prix fixé. Tantôt des transactions occultes se font sans tenir compte de la réglementation; tantôt la marchandise taxée disparaît subitement pour réapparaître le jour où les chiffres officiels se sont élevés. Au surplus, les prix maxima doivent nécessairement être établis dans des conditions qui ne lèsent l'intérêt d'aucun producteur ou commerçant; il en résulte, dans bien des cas, que les prix fixés favorisent ces derniers au détriment du consommateur. Il est d'ailleurs impossible de suivre les prix du commerce dans leurs perpétuelles et capricieuses fluctuations ».

Des divergences de vues se manifestèrent entre la Commission chargée de l'examen de ce projet et le Gouvernement : l'accord s'établit seulement en ce qui concernait le rétablissement de l'affichage des prix ⁽¹⁾.

Cette disposition fut disjointe du projet. Elle forme aujourd'hui la matière de la loi du 30 juillet 1923, dont l'article 1^{er} est ainsi conçu :

« Le Roi peut prescrire l'affichage et le mode d'affichage des prix de vente au détail des marchandises et denrées de première nécessité servant à l'alimentation, à l'habillement, au chauffage et à l'éclairage ».

Pour le surplus, la Commission estima qu'au lieu de poursuivre la répression du délit de « prix usuraire » il y avait lieu de rechercher et d'atteindre tous les actes et manœuvres, de nature à forcer la hausse ou la baisse des prix, de frapper le mal à la source par la revision et le complément de l'article 311 du Code pénal.

Elle proposait l'adoption du texte ci-après :

« L'article 311 du Code pénal est remplacé par la disposition suivante :

» Seront punies d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 3,000 à 10,000 francs :

» Les personnes qui auront forcé la hausse ou la baisse du prix des denrées ou marchandises ou des papiers et effets publics, soit par des interdictions ou des conventions ayant pour objet la détermination de prix minima de vente, soit par des restrictions à la production ou à la libre circulation des produits, soit par des moyens frauduleux quelconques. »

Cette disposition, réservée lors de la discussion, fut renvoyée à un nouvel examen.

Dans l'intervalle, le Gouvernement déposa le projet nouveau qui est soumis à l'examen des membres de l'ancienne Commission, complétée par six membres désignés par les Sections. Celui-ci constitue en réalité une reproduction révisée du projet primitif.

* * *

Le projet actuel :

Propose, sous une autre rédaction, la disposition que nous venons de rappeler, due à l'initiative de la Commission spéciale de 1923 (art. 1).

Reproduit la disposition repoussée par la Commission concernant les prix usuraires (art. 2 et 3).

(1) Voir rapport Commission Spéciale, *Doc. parl.*, n° 369.

Introduit une disposition nouvelle relative à la fixation de prix maxima (art. 4).

Pour résumer dès à présent les travaux de la Commission, constatons que celle-ci a persisté dans ses conclusions antérieures, en ce qui concerne les deux premiers points, et — à la majorité de sept voix contre six s'est ralliée au système des prix maxima — qui avait rencontré des défenseurs assez nombreux en juillet 1923, lors des premières discussions devant la Chambre. (Séances des 19 et 20 juillet 1923.)

I. — LES PROCÉDÉS ET MANŒUVRES ILLICITES.

Les commentaires fournis dans le précédent rapport suffisent pour préciser la portée de l'article premier. On peut s'y référer.

Cependant il convient de signaler que le texte proposé par le Gouvernement — et auquel la Commission s'est ralliée à l'unanimité — a plus de précision.

Il en résulte que le délit se caractérise par :

l'intention de maintenir — ou tenter de maintenir — la hausse ou la baisse des prix par des moyens frauduleux; sans qu'il faille rechercher en ce cas si le prix ainsi influencé est normal ou anormal

ou par l'intention de maintenir — ou tenter de maintenir la hausse ou la baisse des prix, par des moyens et procédés spécifiés et licites en eux-mêmes, mais en tel cas le prix recherché doit être anormal.

Dans le premier cas, c'est le procédé employé — la manœuvre — qui constitue l'élément à retenir. Dans le second, c'est l'intention qu'il faut rechercher : la volonté de créer une hausse ou une baisse artificielle. Il n'est pas besoin de recourir au mensonge ou à la fraude pour aboutir dans ces spéculations. Elles s'opèrent au contraire le plus souvent sans peur du grand jour.

Mais dans l'un et l'autre cas, il faut la volonté de peser sur les prix en vue de retirer un bénéfice, de fournir ou d'aider à fournir un bénéfice résultant de transactions d'achat-vente.

La poursuite d'un autre but — défense d'intérêts professionnels, amélioration de la production, etc. — ne tombe pas sous les termes de la loi. En tel cas, ce n'est pas la hausse ou la baisse des denrées qui est poursuivie.

L'intention comme le fait fourniront matière à des décisions d'espèces que l'article 3 confie à l'appréciation souveraine des tribunaux. Ils apprécieront avec modération et mesure, et auront à déjouer souvent l'ingéniosité des procédés : maintes fois la poursuite de la hausse ou de la baisse n'apparaîtra pas ouvertement et immédiate.

La Commission est d'accord qu'il y a lieu d'atteindre tous les agissements quels qu'ils soient, même licites — considérés en eux-mêmes, — s'ils sont employés pour amener une hausse ou une baisse anormale dont l'auteur espère se procurer un enrichissement.

Ce à quoi il importe d'apporter des entraves c'est au résultat; la hausse artifi-

cielle des prix, les restrictions à la libre concurrence qui constitue le réel remède contre la plaie de la vie chère. Tout moyen employé pour restreindre le jeu de l'offre et de la demande, la production, importe peu au consommateur. L'atteinte est répréhensible non à raison de ce moyen, de la fraude dont il est entaché, de l'acte d'exécution, mais du mobile qui l'a inspiré; du complot formé contre la puissance d'achat du consommateur.

Contrairement à ce qui a été affirmé au cours des premières discussions toute entente de producteurs ou de vendeurs, toute tentative d'entente n'est pas proclamée punissable.

Ces ententes peuvent être légitimes et nécessaires comme elles peuvent être abusives.

Le délit naît dès le moment où une pression est tentée ou exercée sur les cours en vue d'obtenir une hausse ou une baisse artificielle.

Elles sont abusives et doivent être punissables lorsqu'elles sont conclues entre personnes qui ne visent pas à assurer le fonctionnement régulier du commerce dans la limite des prix normaux, mais à réaliser par la fixation de prix, par des restrictions à la production, des institutions de monopoles locaux ou régionaux, des constitutions de stocks, la hausse ou la baisse de marchandises, de denrées, d'objets quelconques.

Ces tractations peuvent se manifester aussi bien par des conventions forçant la hausse que la baisse. On peut organiser une baisse momentanée pour faire disparaître les concurrents et disposer en suite d'un marché monopolisé.

Faut-il rappeler ici l'avis déjà exprimé par la Commission de 1923 : les prix usuraires ont le plus souvent pour cause le fait du producteur que du détaillant? Ils apparaissent au public dans les opérations de vente au détail, et le détaillant en est lui même victime. Il est obligé de subir, et de faire peser par voie de répercussion, sur l'acheteur, la hausse créée par les producteurs et les intermédiaires. Les bénéfices usuraires s'établissent ordinairement à la source de production. C'est là qu'ils peuvent être plus facilement organisés par ce que le marché est plus étroit, la concurrence moindre.

Est-il utile de signaler que le texte de la disposition ne vise pas les conventions relatives à l'établissement des salaires ou des rémunérations professionnelles? Le travail n'est ni une denrée ni une marchandise. De même, si le texte vise les titres émis par les autorités publiques, il ne s'applique pas aux actions, obligations et autres titres des sociétés particulières : l'article 178 de la loi sur les sociétés commine une peine d'emprisonnement de un mois à deux ans et de 300 à 10,000 francs contre ceux qui, par des moyens frauduleux quelconques, ont opéré ou tenté d'opérer la hausse ou la baisse de ces valeurs de bourse.

Pour éviter que le texte laisse place au doute en ce qui concerne les monnaies et les billets de banque, il paraîtra peut-être utile de préciser sur ce point la volonté du législateur.

*
*
*

Les articles 2 et 3 du projet de loi reprennent à peu près textuellement les dispositions réservées du projet de loi du 16 mars 1923, repoussées par la Commission qui avait été chargée de l'examen de celle-ci, et qui discutées au

cours des séances des 19 et 20 juillet 1923, lui avaient été renvoyées aux fins de nouvel examen.

L'article 4 complète ces dispositions, en prévoyant le rétablissement du régime des prix maxima.

Est-il nécessaire d'affirmer à nouveau que si la Commission appelée à examiner le présent projet de loi n'a pas cru davantage que celle de 1923 pouvoir se rallier à la disposition pénale destinée à atteindre quiconque aura offert en vente ou vendra à un prix usuraire une denrée ou marchandise de première nécessité, ce n'est certes pas qu'elle nourrisse quelque indulgence pour ceux qui élèvent leurs fortunes sur la ruine des classes moyennes ou les privations des travailleurs intellectuels ou manuels.

Mais la majorité de votre Commission, de même que sa devancière a dû puiser dans les constatations du passé, et l'expérience poursuivie dans des pays voisins, la conviction que malheureusement la disposition proposée n'aurait d'autres effets que celle d'une inefficace menace ou d'inutiles vexations.

Il a pu être constaté en France qu'au lendemain de la loi — aujourd'hui abrogée — du 20 avril 1916, l'on s'était réveillé devant une jurisprudence « qui avait inventé de toutes pièces et dans des conditions d'insécurité le délit de bénéfice exagéré. » « Ce délit était retombé de tout son poids sur les plus modestes, c'est-à-dire sur les petits artisans, sur les cultivateurs, sur les petits commerçants, alors que les grands et puissants spéculateurs, ceux que nous aurions voulu viser, savaient parfaitement jeter devant eux le voile de leurs artifices pour échapper à la répression et pour dissimuler leurs manœuvres criminelles. » (Séance de la Chambre des Députés du 13 mars 1924.)

Il importe à cet égard de bien préciser la portée du projet de loi et quelle serait l'application, d'après les textes qui lui ont été soumis.

Le délit consiste dans l'offre en vente ou la vente à un *prix* usuraire, et non le *bénéfice* exagéré ou usuraire.

Le *prix* usuraire est un *prix* dépassant la normale et qui est subi par l'acheteur à raison du besoin, de la nécessité d'entrer en possession de l'objet.

Le *prix* est en relation de l'objet; le *bénéfice* du vendeur.

Aucun législateur n'a pu, jusqu'ici, faire passer du domaine de la morale dans celui de la législation la distinction entre le bénéfice exagéré et le bénéfice légitime, parce qu'il est impossible de définir le *bénéfice* normal.

Mais il en est autrement du *prix* normal qui — réserves faites des difficultés — peut être déterminé.

Les conséquences de ce texte se dégagent clairement : un commerçant pourra être condamné du chef de vente à *prix* usuraires alors qu'il n'aura en fait réalisé aucun bénéfice exagéré; qu'il aura peut-être même vendu à perte. Il suffira qu'il ne se soit pas résigné à subir les effets de la baisse ou d'achats réalisés dans de mauvaises conditions.

Les cours et tribunaux n'auraient, semble-t-il, à tenir compte — sous l'empire des textes — des divers éléments indiqués à l'article 3 que pour fixer le *prix* normal, le *prix* régulier du marché et non pour rechercher un *prix* susceptible de varier de détaillant à détaillant.

La répression des prix usuraires et la condamnation de ce chef suppose donc, au préalable, la détermination de ce qu'il faut entendre par le prix dépassant la normale, imposé en spéculant sur le besoin et la nécessité.

Le projet de loi constate lui-même à cet égard l'impossibilité de fournir des directives ou des critères certains : Il se borne à abandonner à l'appréciation souveraine des cours et tribunaux le caractère usuraire des prix. C'est la taxation *a posteriori*.

Mais en même temps qu'il éloigne du Gouvernement cette délicate mission, celui-ci doit reconnaître que la constatation du prix usuraire ne peut pas résulter seulement du prix lui-même, d'éléments objectifs et apparents d'un contrôle facile, d'une série d'éléments complexes et infiniment délicats : frais normaux d'exploitation du commerce ou de l'industrie, notamment les frais de production, de fabrication, de mise en œuvre et de transport (art. 3). Il va de soi que le juge avant de qualifier un prix « d'usuraire » sera amené à s'enquérir du prix auquel le vendeur aura acheté la matière qu'il a transformée ou qu'il s'est borné à revendre. (Exposé des motifs.)

Ceci n'est-il pas de nature à engendrer la confusion entre la notion *prix* et celle *bénéfice* ?

En tout cas — en l'absence de prix maxima, et *a fortiori* lorsque l'impossibilité de décréter des prix maxima serait apparue —, il faudra des expertises parfois longues et coûteuses, qui empêcheront la répression rapide d'un délit semblant manifeste.

Il faudra déchiffrer avec compétence toute une comptabilité industrielle et commerciale sous peine de condamner sans base juridique.

Or, le prix de revient de certains produits — même d'un usage général et courant, tels le sucre, le charbon, le pain — est, constate l'Exposé des motifs, « susceptible de varier d'un lieu à l'autre; les conditions de production, de fabrication, de mise en œuvre, de transport ne sont pas égales partout ».

Combien sera-t-il de cas où le prix réclamé apparaîtra à tel point exagéré, dépassant la mesure et la normale qu'un agent de police judiciaire pourra, avec certitude procéder à la saisie et à la vente des denrées, et qu'une condamnation interviendra sans que l'on croie devoir attendre l'issue d'une longue, délicate et confuse procédure ?

Des statistiques ont été produites relatives à l'application des dispositions aujourd'hui abrogées, concernant les prix usuraires et l'affichage des prix : A part deux ou trois exceptions, croyons-nous, toutes les condamnations relevées reposent sur l'absence d'affichage ou la vente à des prix dépassant le maximum : les seuls et rares cas retenus du chef de prix usuraires, ont fait l'objet de vives discussions et polémiques.

D'autre part, l'on ne peut perdre de vue que s'il est nombre de trafiquants malhonnêtes et assoiffés de gain vis-à-vis desquels la disposition élèverait une menace, bien plus nombreuse est la catégorie des commerçants honnêtes qui seraient exposés sinon à une condamnation, tout au moins à des poursuites dont on n'aperçoit que trop les conséquences irréparables en dépit des décisions de non-lieu et d'acquiescement. Sans doute le commerçant honnête n'a pas à redouter des condamnations, mais il peut craindre les instructions qui aboutiront à son

acquiescement. Combien, d'ailleurs, ne seraient plus à l'abri si le juge était autorisé à statuer d'après une appréciation personnelle, *ex aequo et bono*, dans une matière pénale où rien ne peut être abandonné à l'imprécision au vague, à l'ambiance ! On doit avoir des craintes lorsqu'on rédige un texte de loi pénale, car les scrupules à l'égard des innocents sont les conditions de la rigueur envers les coupables.

* . *

Ne faut-il rien faire, dira-t-on ? Faut-il se résigner à dresser un procès verbal de carence ?

Non pas, mais c'est une erreur de croire que l'État possède le moyen de remédier à tous les abus, de réformer à coups de lois les mœurs. Une loi ne fait qu'ajouter et aggraver le mal si elle ne constitue qu'un geste sans portée, si elle se borne à donner l'illusion d'un remède. Elle enlève la confiance dans le pouvoir et accroît l'audace de ceux qui constatent qu'il n'y avait que vaines menaces : « *Pessimæ civitates, plurimæ leges* ».

* . *

La majorité de la Commission estime d'ailleurs que l'application rigoureuse de l'article 1^{er} et la stricte application des dispositions relatives à l'affichage des prix constitue un ensemble de dispositions pratiques susceptible de fournir une arme efficace dans la lutte contre la hausse des prix.

D'autre part, par le fait de la mise à la disposition du Gouvernement des pouvoirs énumérés à l'article 4 du projet, celui-ci pourra atteindre les prix usuraires dans la mesure où ils pourront être l'objet de constatations pratiques.

III. — LA FIXATION DES PRIX MAXIMA.

Il n'est pas inutile de rappeler ici les débats auxquels donna lieu la disposition qui est reproduite dans le projet qui vous est soumis. Un des orateurs, s'adressant à l'honorable Ministre de l'Industrie et du Travail (le 20 juillet 1923), lui disait : « Ce que vous ne voulez pas que le Roi fasse, vous le faites faire par le juge. Comment voulez-vous qu'il condamne quelqu'un pour avoir vendu à un prix usuraire s'il n'a pas une notion très complète et très nette de ce que c'est que le bénéfice usuraire et le bénéfice légitime. » (Séance du 20 juillet 1923, *A. P.*, p. 2272, col. 1.)

Aussi, l'opinion du Parlement paraît-elle s'être orientée alors dans ce sens que le législateur ne ferait qu'une œuvre illusoire et vaine s'il ne rendait au Gouvernement le pouvoir de déterminer dans certains cas les prix qui dépassent la normale et peuvent dès lors être considérés comme usuraires.

Le projet de loi déposé en 1923 repoussait le système par application duquel doit être considéré comme prix usuraire tout prix excédant celui fixé comme normal après examen par les organismes compétents et qualifiés et donnant lieu à un arrêté de taxation.

« Il ne croit pas qu'il soit opportun d'en revenir à ce régime dont l'efficacité est d'ailleurs, affirmait-il, tout au moins incertaine. » (*Exposé des motifs*.)

Telle n'a pas été, constatons le, l'opinion de plusieurs des orateurs qui sont intervenus au cours des débats : Il faut, disait l'un d'eux, « laisser au Ministre le droit de taxer certaines marchandises, par exemple le pain, le sucre et le charbon. Hors de là vous ne ferez rien qui vaille la peine. » (Séance du 19 juillet 1923, A. P., p. 2254, col. 2.) « Pour avoir une base d'action réelle, il faudrait aller plus loin que le projet et avoir le droit de taxer certains produits.... » (*Ibid.*, p. 2256, col. 1.)

Il serait bien difficile de ne pas admettre la justesse et la logique de cette observation. L'honorable Ministre de l'Industrie et du Travail reconnut d'ailleurs ces « observations comme très justifiées et méritant examen »; il déclare « ne pas repousser de façon absolue cette suggestion, mais estimer impossible de trancher la question sans examen approfondi. »

Le projet de loi entre aujourd'hui dans cet ordre de réglementation.

Il a abandonné son opposition première au retour au moins partiel à la loi du 11 octobre 1919 et à celles de prorogation et de modification qui la complètent.

La Commission après avoir, par 7 voix contre 4 et 3 abstentions, repoussé le texte de l'article 2 (vente ou offre en vente de denrées ou marchandises de première nécessité, à des prix appréciés usuraires par les tribunaux) s'est ralliée au système de la répression des ventes à prix usuraires, lorsque ce caractère usuraire apparaît par le fait d'une déclaration de *maximum*. En tel cas, la répression peut avoir en quelque sorte un caractère automatique.

L'examen de l'article 4 a fourni matière à diverses questions adressées au Gouvernement, savoir :

Première question. — Comment le Gouvernement compte-t-il établir le prix maxima pour une marchandise ou denrée déterminée et quels sont les facteurs qui entreront dans le calcul de celui-ci?

Deuxième question. — Quelles mesures le Gouvernement compte-t-il prendre pour mettre les prix maxima qu'il fixera, en concordance avec les fluctuations continuelles des marchés?

Troisième question. — Les gouverneurs de provinces auront-ils toutes facultés de fixer les prix maxima suivant leurs méthodes à eux, ou ces méthodes leur seront-elles imposées par le Gouvernement?

Les réponses suivantes ont été fournies :

« Le recours à la faculté de fixer les prix maxima ne pourrait être qu'exceptionnel et pour des produits dont le prix de revient est généralement le même pour tout le pays ou pour toute une région du pays.

» Il ne peut être exercé que pour des produits d'un prix uniforme ou à peu près uniforme tels le sucre, le charbon, le pain.

» Il ne se conçoit guère pour d'autres produits, tels que la viande dont le prix de base est en fonction de la qualité du bétail et des diverses régions du pays. »

En ce qui concerne les *produits d'un prix uniforme* :

« *Le sucre.* — Les fabricants de sucre font au printemps avec les planteurs de betteraves des contrats prévoyant le prix d'achat par tonne, en fonction d'un titrage en sucre de 14° plus un prix supplémentaire par degré au-delà de 14°. Ce prix doit évidemment tenir compte du coût des semences, des frais de toutes natures concernant la plantation, l'entretien, l'arrachage, le transport des betteraves, d'un bénéfice suffisant pour le fermier.

» Il faut que ce prix global soit suffisamment rémunérateur pour engager le fermier à planter beaucoup de betteraves.

» En ce qui concerne le travail du sucre, tous les frais généralement quelconques afférents à la production sont facilement déterminables.

» Le prix de revient du sucre résulte donc de facteurs facilement déterminables.

» Une fois établi, il n'est plus susceptible d'être influencé, *pour la vente à l'intérieur du pays*, par des facteurs étrangers tels que le change.

» Seul celui-ci jouerait pour les ventes à l'exportation.

» Au début de la campagne sucrière, le Gouvernement et les fabricants auraient à se mettre d'accord sur les conditions réglementant ces ventes à l'exportation.

» Se feraient-elles pour compte du Gouvernement ou des fabricants? C'est là un point à régler mais dont la solution est facile à trouver.

» Dans la question du sucre, il n'y a donc pas de fluctuations à prévoir autres que celles à résulter éventuellement de frais généraux des intermédiaires. Ces fluctuations sont de fort peu d'importance par rapport au prix de la matière même.

» Un prix uniforme pour tout le pays peut être fixé par le Gouvernement sans intervention des Gouverneurs provinciaux.

» *Pain.* — Pour le pain, il y a lieu de prévoir :

a) Le coût de la matière première : le blé;

b) Les frais de transformation du blé en farine;

c) Les frais de transformation de la farine en pain.

» Disons tout d'abord que si le projet de loi prévoit que le Gouvernement aurait le droit de fixer des prix maxima pour le pain, il n'est guère probable qu'il en fera usage, car l'expérience de la période actuelle de liberté du commerce démontre que le prix du pain s'est établi généralement en fonction des prix du blé et des frais généraux grevant la fabrication de la farine et du pain. Les abus ont été l'exception et n'ont jamais été criants, comme pour le sucre par exemple. »

Passant à la détermination du *mode de fixation des prix* :

» Calcul des frais généraux du meunier.

» Calcul des frais généraux du boulanger.

» Bénéfice suffisant à prévoir pour ces industriels et commerçants.

» Le prix des blés, dont dépend essentiellement le prix des farines et du pain, fluctue sans cesse, d'où difficulté de fixer des prix maxima.

» Ces difficultés ne sont cependant pas insolubles, car actuellement déjà, les meuniers d'une part, les boulangers d'autre part, ont, par leurs groupements, fixé des prix de vente variant selon les prix des blés ou des farines.

» Ce système peut donc continuer à être appliqué, sauf que l'intervention gouvernementale qui actuellement est exclue, se ferait sentir désormais auprès de ces groupements pour éviter des abus toujours à craindre en période de crise.

» Cette intervention aurait un rôle régulateur à remplir, en ce sens qu'elle veillerait à ne pas porter préjudice aux intérêts des intermédiaires en même temps qu'elle viserait à satisfaire l'intérêt légitime du consommateur. »

La réponse rencontre ensuite les *difficultés de fixer les prix maxima de la viande* :

« Il existe du bétail de trois catégories : première, deuxième et troisième qualité de prix très différents.

» Une même tête de bétail donne également des viandes de trois qualités : morceaux de premier choix, de deuxième et de troisième choix.

» Les prix de vente du bétail sur pied varient sensiblement parfois d'un lieu à l'autre.

» Les frais de transport sont coûteux, les frais généraux très variables.

» Dans ces conditions, il y a une infinité de prix de revient.

» Distinguer la qualité du bétail, la qualité des morceaux d'une même tête de bétail est chose des plus difficile pour un profane.

» Fixer dans ces conditions des prix maxima ne servirait à rien, car le client est à la merci du boucher qui voudrait le tromper.

» Une intervention du Gouvernement ne peut dans le domaine de la viande qu'être exceptionnelle et ne se produire qu'en cas d'abus réel. »

En ce qui concerne la délégation projetée :

« Les Gouverneurs de province recevant des directives du Gouvernement, auraient à s'y conformer. »

*
* *

En suite de cet examen, et après que plusieurs membres eurent reproduit les observations qui figuraient dans l'exposé des motifs du projet de loi précédent, observations qui ont amené à l'époque la renonciation au système préconisé, après avoir signalé que les réponses du Gouvernement démontraient combien limitée et difficile serait pour celui-ci la déclaration de prix maxima, la Commission s'est ralliée par sept voix contre six à ce principe.

Mais elle a modifié le texte primitif en ce sens que la fixation des prix devrait être réservé au Roi, sans délégation. Elle ne pourrait s'étendre aux autres marchandises et denrées que celles pour lesquelles la loi du 30 juillet 1923 prévoit l'affichage des prix.

Si le Gouvernement estime devoir user de cette faculté il jugera sans doute ne pas devoir repousser la suggestion fournie par la Chambre de commerce de Bruxelles de « la constitution d'une commission qui comprendrait des repré-

sentants du pouvoir central, des magistrats, des négociants et des acheteurs et qui aurait pour mission de suggérer les mesures propres à assurer l'application raisonnable de la loi et s'occuperait éventuellement de la fixation des prix maxima ».

L'on peut aussi signaler qu'une précaution utile consisterait à associer à cet organisme l'Office des métiers et négoce. Cette intervention serait conforme avec l'arrêté organique de cet office (25 mars 1908) dont l'article 6 porte :

« Il concourt à l'étude des mesures législatives nouvelles et des améliorations à introduire dans la législation existante sur ces divers objets, c'est-à-dire :

- » 3° La police du commerce de détail sédentaire, ambulant et intermittent.
- » 4° Toutes autres matières qui affecteraient directement et spécialement ces intérêts, c'est-à-dire :
- » 5° Les intérêts économiques des artisans, petits patrons et détaillants ».

III. — MESURES D'APPLICATION.

En ce qui concerne les autres dispositions du projet, la Commission les a ou repoussées ou modifiées en corrélation des décisions qui précèdent ;

La loi nouvelle frapperait : 1° les actes et manœuvres spécifiés à l'article 1^{er}, les atteintes au libre jeu de la concurrence ; 2° les ventes faites en violation de la taxation (article 4 du projet du Gouvernement).

Il ne peut donc être envisagé d'autres constatations que celles de faits matériels et aisés à consigner, d'autres saisies que celles des marchandises et denrées vendues au mépris de la disposition de maximum.

La saisie et la vente ne portent que sur les marchandises effectivement vendues ou offertes en violation de l'article 4 et non sur celles tenues en réserve dans des magasins ou en stock.

C'est pour ces motifs que les textes du projet ont été rejetés ou adoptés comme suit :

Article 5, premier alinéa, repoussé par parité de voix ; alinéa 2, repoussé par 9 voix contre 5.

Article 6, premier alinéa, adopté à l'unanimité ; alinéas 2 et 3, rejetés par 10 voix contre 3.

La Commission a enfin estimé que la loi ne devait pas entrer à titre définitif dans nos Codes : Sa durée d'application devrait, estime-t-elle, être limitée à un an.

Le projet ainsi amendé a été adopté dans son ensemble par 8 voix contre 5.

*
* *

L'œuvre que le Parlement est appelé à poursuivre, serait assurément incomplète, et même dangereuse, si elle consistait à chercher dans la seule intervention de l'État le remède à la vie chère, et aux abus auxquels se livrent les spéculateurs.

Le public doit s'en prendre, en de nombreux cas, à lui-même, si les abus perdurent et s'étendent. Trop de consommateurs se désintéressent des prix ; n'accordent pas leurs préférences aux commerçants honnêtes qui vendent à des prix inférieurs ; refusent de discuter. Il en est beaucoup pour qui rien n'est trop bon ni trop cher. L'abstention d'achat de certains produits, une « grève des acheteurs » ferait souvent bien davantage que des textes de loi pour ramener les prix à une juste normale. Mais cette politique entraînerait des sacrifices passagers auxquels on refuse de se soumettre.

On ne peut sous-évaluer le facteur important de la liberté et de la libre concurrence, le contrôle par le public.

La Commission ne peut non plus achever sa mission sans rappeler l'unanimité qui a assuré le vote des dispositions du projet primitif relatives à l'affichage des prix.

Elle appelle l'attention du Gouvernement sur la nécessité d'assurer la stricte et intégrale exécution de la loi du 30 juillet 1923 qui a été suivie de l'arrêté du 18 octobre 1923, entré en vigueur le 3 novembre 1923. Il est malheureusement certain que dans un trop grand nombre de cas elle n'a pas encore produit ses pleins et complets effets.

Le Rapporteur,
P. WAUWERMANS.

Le Président,
MAX HALLET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1923-1924.

Wetsontwerp op de wederrechtelijke speculatie en op de prijsbepierking
inzake levensmiddelen en koopwaren, handelspapieren en effecten ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **WAUWERMANS**.

MIJNE HEEREN,

Op 16 Maart 1923 had de Regeering een wetsontwerp ingediend, naar luid waarvan met gevangenisstraffen of geldboeten — hetzij afzonderlijk, hetzij samengevoegd — gestraft wordt alwie « *tegen woekerprijs ten verkoop heeft aangeboden of heeft verkocht een allernoodzakelijkst levensmiddel, in verband met de voeding, de kleding, de verwarming en de verlichting* » ⁽³⁾ ».

De Regeering was van gevoelen dat het noodig was, in dit opzicht, de bepalingen der wet van 11 October 1919 terug in 't leven te roepen, en soortgelijke maatregelen te nemen als die welke door de vroegere wet werden ingesteld (Koninklijk besluit van 4 Mei 1920) betreffende het aanplakken der prijzen en het houden der boeken door de handelaars en nijveraars.

Anderzijds dacht men met het ontwerp niet meer terug te keeren tot het stelsel der taxatie — waarvan werd afgezien door de wet van 31 December 1921 — en dat door de Memorie van Toelichting aldus werd veroordeeld :

« De Regeering meent niet dat het gepast zal zijn, terug te komen tot eene regeling waarvan de doelmatigheid, overigens, zeer twijfelachtig is.

⁽¹⁾ Wetsontwerp, n^o 179.

⁽²⁾ Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

a) De leden van de Commissie voor n^o 369 (1922-1923). Eerste artikel voorbehouden : de heeren BOLOGNE, BRASSINE, DE BRUYCKER, DE BUE, FALONY, GOLENTAUX, HALLET, MEYSMANS, PATER, PECHER, PIERCO, PONCELET, SOUDAN, VAN ACKERE, VERLINDEN en WAUWERMANS.

b) Zes leden door de *Afdeelingen* benoemd : de heeren BERTRAND, DU BUS DE WARNAFFE DE BRUYNE (RENÉ), FIEULLIEN, WAUTERS en DE WOUTERS D'OPLINTER.

⁽³⁾ Wetsvoorstel, n^o 223 (1922-1923).

» De koper zoowel als de verkoper leggen er zich op toe, den vastgestelden prijs te ontduiken. Nu eens worden er geheime overeenkomsten gesloten, buiten de regeling om; dan weer verdwijnt de getaxeerde koopwaar plotseling om opnieuw te verschijnen den dag waarop de officieele cijfers naar omhoog zijn gegaan. Daarenboven, moeten de maxima-prijzen noodzakelijkerwijze worden vastgesteld in zulke voorwaarden dat zij noch de belangen van den voortbrenger noch die van den handelaar schaden; daaruit volgt, in vele gevallen, dat de vastgestelde prijzen deze laatsten bevoordeelen op den rug van den verbruiker. Het is overigens onmogelijk de handelsprijzen te volgen in hunne grillige en gestadige schommelbewegingen. »

Allerlei zienswijzen deden zich op tusschen de Commissie belast met het onderzoek van dit ontwerp en de Regeering; men werd het slechts eens voor wat het wederinvoeren betreft van de aanplakking der prijzen ⁽¹⁾.

Deze bepaling werd van het ontwerp afgescheiden. Zij maakt thans het voorwerp uit der wet van 30 Juli 1923, waarvan het eerste artikel luidt als volgt :

« Het aanplakken en de wijze van aanplakken der verkoopprijzen, in 't klein, van de volstrekt noodzakelijke koopwaren en eetwaren voor voeding, kleding, verwarming en verlichting, kunnen door den Koning voorgeschreven worden ».

Voor het overige, is de Commissie van oordeel dat, in plaats van de beteugeling van het misdrijf « prijswoeker » te vervolgen, het noodig was de handelingen en praktijken op te sporen en te treffen, van aard om de prijsverhooging of — verlaging op te dringen, het kwaad in de bron aan te tasten door het herzien en het aanvullen van artikel 311 van het Strafwetboek.

Zij stelde voor den volgenden tekst aan te nemen :

« Artikel 311 van het Strafwetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

» Met eene gevangenisstraf van ééne maand tot twee jaren en eene geldboete van 300 tot 10,000 frank worden gestraft de personen, die den opslag of den afslag der eet- of koopwaren of der handelspapieren en openbare effecten opdringen hetzij door verbodsbedingen of overeenkomsten tot bepaling van minimum-verkoopprijzen, hetzij door beperking van de productie of van den vrijen omzet der producten, hetzij door welke bedrieglijke middelen ook ».

Deze bepaling, voorbehouden zijnde bij de behandeling, werd aan een nieuw onderzoek onderworpen.

Ondertusschen, diende de Regeering het nieuwe ontwerp in, dat aan het onderzoek is onderworpen van de leden der vroegere Commissie, aangevuld door zes leden door de Afdeelingen benoemd. Dit ontwerp is eigenlijk eene herziene reproductie van het eerste ontwerp.

(1) Zie het Verslag van de Bijzondere Commissie, Stuk n° 369.

* * *

Het onderhavig ontwerp stelt, onder een anderen vorm, de bepaling voor waaraan wij komen te herinneren en die uitgaat van de Bijzondere Commissie van 1923 (art. 1).

Het herneemt de bepaling afgewezen door de Commissie en de woekerprijzen betreffende (art. 2 en 3).

Het lascht een nieuwe bepaling in betreffende de vaststelling der maxima-prijzen (art. 4).

Als samenvatting, op dit oogenblik, van de werkzaamheden der Commissie, stellen wij vast dat deze bij hare vroegere beslitselen is gebleven voor wat betreft de eerste twee punten, en — met de meerderheid van zeven tegen zes stemmen — heeft zij zich aangesloten met het stelsel der maxima-prijzen, dat, in Juli 1923, bij de eerste behandelingen, tamelijk veel voorstanders telde in de Kamer. (Vergaderingen van 19 en 20 Juli 1923.)

I. — ONGEOORLOOFDE MIDDELEN EN VERRICHTINGEN

De verklaringen in het vorig verslag uiteengezet zijn voldoende om de juiste beteekenis te doen uitschijnen van artikel 1. Men kan er naar verwijzen.

Er dient nochtans op gewezen dat de door de Regeering voorgestelde tekst, waarbij de Commissie zich eenparig heeft aangesloten, nog meer precies is.

Daaruit blijkt, dat het misdrijf gekenmerkt wordt :

door het inzicht de stijging of de daling van de prijzen door bedrieglijke middelen te behouden of trachten te behouden, zonder dat men in dit geval moet onderzoeken of de aldus beïnvloede prijs al of niet normaal is.

of door het inzicht de stijging of de daling der prijzen te behouden of trachten te behouden door gekende middelen en werkingen, die op zichzelf geoorloofd zijn, maar in dit geval moet de beïnvloede prijs abnormaal zijn.

In het eerste geval is het de handeling, het aangewende middel, dat in aanmerking moet worden genomen. In het tweede geval moet men met het inzicht rekening houden : opzet het eene kunstmatige stijging of daling te bewerken.

Het is niet noodig zijn toevlucht te nemen tot leugen of bedrog om in deze speculeeringen tot zijn doel te geraken. Zij gebeuren integendeel meestal in 't volle daglicht.

Maar in beide gevallen moet er de wil zijn om op de prijzen drukking te oefenen, om daaruit eene winst, voortvloeiend uit verhandelingen van koop en verkoop, te trekken, te verschaffen of te helpen verschaffen.

Het nastreven van een ander doel — verdediging van beroepsbelangen, verbetering van de productie, enz. — vallen niet onder de termen der wet. In dit geval is niet het stijgen of dalen van de levensmiddelen dat wordt nagestreefd.

Over het inzicht of het feit zal, krachtens artikel 3, beslist worden door de rechtbanken. Zij zullen daar bezadigd en met mate over oordeelen, zij zullen dikwijls de sluwheid van de gebruikte middelen moeten opzoeken; vaak zal het najagen van stijging of daling niet openlijk of onmiddellijk uitschijnen.

De Commissie was van meening dat al de handelingen, welke zij ook wezen, zelfs deze welke op zich zelf als geoorloofd beschouwd worden, moeten gestraft worden, wanneer zij gebruikt worden om eene abnormale stijging of daling te veroorzaken waaruit men groote voordeelen wil halen.

Wat wij hier moeten beletten is de uitslag, het kunstmatig opdrijven van de prijzen, de hinderpalen aan de vrije mededinging die het eenige middel is tegen de plaag van de levensduurte, en al de middelen die gebruikt worden om het spel van vraag en aanbod te beperken. Voor den verbruiker is de productie zelf tamelijk onverschillig. De overtreding is strafbaar, niet om reden van die middelen, van het misdadige dat er aan kleeft, van de uitvoering zelve, maar wegens de drijfveer die er heeft toe aangezet, wegens het complot tegen de koopkracht van den verbruiker.

In tegenstelling met hetgeen in den loop van de eerste besprekingen werd gezegd, wordt niet elke verstandhouding of poging tot verstandhouding van voortbrengers of verkoopers, als strafbaar verklaard.

Deze verstand : komdingen kunnen billijk zijn en noodzakelijk zooals zij kunnen verkeerd zijn.

Het misdrijf ontstaat van zoodra er drukking wordt uitgeoefend, of gepoogd wordt dit te doen, op de prijzen, met het doel eene kunstmatige stijging of daling te bewerken.

Zij zijn verkeerd en moeten gestraft worden, wanneer zij worden gesloten tusschen personen wier bedoeling niet is een geregelden gang van den handel binnen de perken van de normale prijzen, maar de stijging of daling van den prijs der levensmiddelen, koopwaren en alle andere zaken te verwezenlijken door de vaststelling van prijzen, door beperkingen in de productie, door het oprichten van plaatselijke of gewestelijke monopolies, het opslaan van stocks.

Deze handelingen kunnen gelegen zijn in overeenkomsten die zoowel de stijging als de daling veroorzaken. Men kan eene tijdelijke daling organiseren om mededingers te doen verdwijnen en om daarna het monopolie van iets te bezitten.

Moeten wij hier in herinnering brengen de meening die door de Commissie van 1923 reeds werd uitgebracht : de woekerprijzen zijn meestal veroorzaakt zoowel door den voortbrenger als door den kleinverkooper. Het publiek stelt ze vast in den kleinverkooper, en deze is er zelf het slachtoffer van. Hij is gedwongen de stijging door de voortbrengers en door de tusschenpersonen veroorzaakt, te ondergaan en ze door den terugslag op den kooper te doen drukken. De bron van de woekerwinst ligt gewoonlijk aan de productie zelf. Daar kan zij het gemakkelijkst bewerkt worden door dat de markt kleiner is en de mededinging minder belangrijk.

Moeten wij er bijvoegen dat de tekst van deze bepalingen niet slaat op de overeenkomsten betreffende het vaststellen van de loonen of de beroepsbezoldigingen? De arbeid kan men niet rekenen onder de levensmiddelen of de koopwaren. De tekst slaat eveneens op de titels uitgegeven door de openbare instellingen, maar niet op de aandelen, obligaties en andere titels van private vennootschappen : artikel 178 van de wet op de vennootschappen bepaalt eene gevangenisstraf van één maand tot twee jaar en eene geldboete van 300 tot 10,000 frank

tegen degenen die door bedrieglijke middelen van welken aard ook, eene stijging of eene daling van deze beurswaarden hebben bewerkt of gepoogd hebben te bewerken.

Om te vermijden dat de tekst eenigen twijfel late bestaan omtrent de munten en de bankbiljetten, is het misschien nuttig op dit punt de meening van den wetgever duidelijk te omschrijven.

* . *

In de artikelen 2 en 3 van het wetsontwerp zijn bijna letterlijk overgenomen de voorbehouden bepalingen van het wetsontwerp van 16 Maart 1923, verworpen door de Commissie, met het onderzoek daarvan belast, en welke bepalingen, na de besprekingen op de vergaderingen van 19 en 20 Juli 1923, naar de Commissie werden teruggezonden voor een nieuw onderzoek.

Artikel 4 vult deze bepalingen aan en voorziet het terug invoeren van de maxima-prijzen.

Moeten wij nogmaals herhalen dat, zoo de Commissie van 1923, evenmin als deze die het onderhavig ontwerp te onderzoeken heeft, oordeelde zich niet te kunnen aansluiten bij eene stralbepaling die al degenen zou treffen die levensmiddelen of koopwaren van eerste noodzakelijkheid zullen te koop hebben geboden of zullen verkoopen aan woekerprijzen, het zeker niet is omdat zij toegevend wil zijn voor degenen die hun fortuin opbouwen op de puinen van den middenstand of op de ontberingen van de geestes- of handarbeiders.

Maar de meerderheid van uwe Commissie, evenals deze van 1923, heeft uit de ervaringen van het verleden, en uit de bevindingen van naburige landen, de overtuiging opgedaan, dat de voorgestelde bepaling niets anders zou zijn dan eene ondoelmatige bedreiging of eene nuttelooze plagerij.

In Frankrijk heeft men kunnen vaststellen dat na de wet van 20 April 1916, thans ingetrokken, men onverwachts tegenover eene rechtspraak stond « die uit een stuk en onder onzekere voorwaarden het misdrijf van de overdreven winst had uitgevonden ». « Dit misdrijf was met al zijn zwaarte neergevallen op de schamelste burgers, op de kleine vaklui, op de landbouwers, op de keihandelaars, terwijl de groote en machtige speculeerdeers, juist degenen op wie wij het gemunt hadden, zich zeer goed achter sluwe streken wisten te verbergen om aan de beteugeling te ontsnappen en om hunne misdadige handelingen voort te zetten. » (Vergadering van de Kamer van Afgevaardigden van 13 Maart 1923.)

Te dien aanzien dienen wij juist te bepalen welke de draagwijdte van het wetsontwerp is, en wat daarvan de toepassing zou zijn volgens de teksten die ons werden voorgelegd.

Het misdrijf bestaat in het te koop aanbieden of in den verkoop aan een *woekerprijs*, en niet in eene overdreven winst of *woekerwinst*.

De woekerprijs is een prijs die boven de norma gaat, en die door den koper moet worden betaald omdat de noodwendigheid, de behoefte het in zijn bezit te hebben, hem er toe dwingt.

De *prijs* staat in verband met het doel : de *winst* met den verkooper.

Geen enkele wetgever heeft tot hiertoe uit het gebied van de zedenleer naar het gebied van de wetgeving het onderscheid kunnen overbrengen tusschen de overdreven winst en de geoorloofde winst, omdat het onmogelijk is de normale winst te bepalen.

Iets anders is echter de normale prijs, die, behoudens de moeilijkheden, kon vastgesteld worde.

De gevolgen van dezen tekst springen in het oog : een handelaar zal kunnen veroordeeld worden wegens verkoop aan woekerprijzen, dan wanneer hij feitelijk geene overdreven winst zal gemaakt hebben, dat hij misschien zelfs met verlies heeft moeten verkoopen. Het is genoeg dat hij de gevolgen niet heeft willen ondergaan van de daling of van aankooopen gedaan onder slechte omstandigheden.

De hoven en rechtbanken zouden volgens de teksten, naar het schijnt, moeten rekening houden met de verschillende bestanddeelen aangeduid in artikel 3, alleen om den normalen prijs vast te stellen, den geregelden prijs van de markt, en niet om een prijs op te zoeken die van verkooper tot verkooper kan verschillen.

De beteugeling der woekerprijzen en de veroordeeling uit dien hoofde, onderstellen, inderdaad, de voorafgaande bepaling van hetgeen dient te worden verstaan door prijs die de norma overschrijdt en opgelegd wordt door het speculeeren op de behoeften en de noodwendigheden.

En dienaangaande stelt het ontwerp vast, dat het onmogelijk is een onbetwistbare leidraad of een zeker criterium op te geven; het laat dus eenvoudig aan de hoven en rechtbanken over, te oordeelen of de prijs al dan niet een *woekerprijs* is. 't Is de vaststelling *a posteriori*.

Ofschoon deze kiesche zending dus van de Regeering wordt afgeweerd, dient deze niettemin te erkennen, dat de vaststelling van den woekerprijs niet enkel afhankelijk zijn kan van den prijs zelf, van objectieve en zichtbare gegevens voortspruitende uit eene gemakkelijke controle, van eene reeks ingewikkelde en uiterst kiesche gegevens : normale handels- of nijverheidsexploitatiekosten, n. m. l. kosten van voortbrengst, fabricage, inrichting en vervoer (art. 3). Het spreekt van zelf dat een rechter, vooraleer een prijs « woekerprijs » te kwalificeeren, er toe gebracht zal zijn zich in te lichten omtrent den prijs waartegen de verkooper de door hem verwerkte of eenvoudig voortverkochte grondstof heeft gekocht. (Memorie van Toelichting.)

Is dit niet van aard om verwarring te stichten tusschen het begrip « prijs » en het begrip « winst »?

Daaruit volgt in alle geval, bij gebrek van maxima-prijzen, en *a fortiori* wanneer het vaststellen van maxima-prijzen eene onmogelijke zaak is geworden, dat soms kostelijke en langdurige onderzoekingen noodzakelijk worden, waardoor de snelle beteugeling van een openlijk misdrijf onmogelijk wordt.

Met bevoegdheid zou men eene gansche nijverheids- en handelsboekhouding moeten uiteencijferen, op gevaar af zonder juridischen grondslag te veroordeelen.

Nu, de kostende prijs van sommige producten — zelfs die in 't dagelijksch verbruik zijn, zooals suiker steenkool, brood — « kan, zooals de Memorie van Toelichting zegt, schommelen van plaats tot plaats; de voortbrengings-, fabricage-, verwerkings- en vervoerwaarden zijn overal niet dezelfde ».

In hoevele gevallen zal de gevraagde prijs in zooverre overdreven schijnen, de maat en de norma in zoo verre overschrijden, dat een ambtenaar der rechterlijke politie met zekerheid zal kunnen overgaan tot de inbeslagneming en den verkoop van goederen dat eene veroordeeling zal kunnen geschieden, zonder dat men zal moeten wachten op het verloop van eene lange, kiesche en verwarde proceduur?

Statistieken werden overgemaakt betreffende de toepassing der thans ingetrokken bepalingen over de woekerprijzen en het aanplakken der prijzen : wij meenen dat, op een paar uitzonderingen na, al de uitgesproken veroordeelingen gingen over het niet-aanplakken of het verkoopen tegen prijzen boven den maximum-prijs; de zeldzame gevallen, waar het ging over woekerprijzen, lokten hevige betwistingen uit.

Anderzijds, moet men in acht nemen, dat, indien de wetsbepaling eene heilzame bedreiging zou zijn tegenover tal van oneerlijke en op winst beluste handelaars, het getal eerlijke handelaars veel grooter is, die blootgesteld zouden zijn, zooniet aan eene veroordeeling, dan toch aan vervolgingen, waarvan men klaar de onherstelbare gevolgen ziet, zelfs ingeval de zaak buiten vervolging wordt gesteld of er vrijspraak is.

Ongetwijfeld heeft de eerlijke handelaar geene veroordeelingen te duchten, doch hij kan onderzoekingen vreezen welke tot zijne vrijspraak zullen geleiden. Hoevelen zouden er, overigens, niet meer gerust zijn indien de rechter gemachtigd was te beschikken volgens eene persoonlijke beoordeeling, *ex aequo et bono*, in eene strafzaak waar niets mag overgelaten worden aan het vage, aan van buiten werkende invloeden ! Men moet angstvallig zijn wanneer men een tekst van strafwet opstelt, want de angstvalligheid die men gevoelt tegenover onschuldigen, is een vereischte voor de gestrengheid jegens de schuldigen.

*
* * *

Dient er dan niets te worden gedaan, zal men zeggen? Moet men er zich bij bepalen en proces-verbaal van niet gevonden op te maken?

Toch niet, maar het is eene dwaling te gelooven dat de Staat het middel bezit om alle misbruiken te voorkomen, om de zeden met geweld van wetten te hervormen. Eene wet kan enkel het kwaad verergeren en vergrooten, bijaldien zij slechts een vormeloos gebaar is, een schijnhulpmiddel. Zij ontnemt het vertrouwen in de macht en versterkt de stoutmoedigheid van die welke bevinden dat er alleen ijdele bedreigingen bestonden : « *Pessimæ civitates, plurimæ leges* ».

*
* * *

De meerderheid van de Commissie is van oordeel dat de strenge toepassing van het 1^{ste} artikel en van de bepalingen betreffende de aanplakking der prijzen

een geheel vormt van praktische beschikkingen van aard om een doelmatig wapen te leveren in den strijd tegen de prijsverhooging.

Anderzijds, kan de Regeering, wegens het tot hare beschikking stellen van de machtigingen in artikel 4 van het ontwerp vermeld, de woekerprijzen treffen in de mate waar zij het voorwerp van praktische bevindingen kunnen zijn.

II. — VASTSTELLING DER MAXIMA-PRIJZEN.

Het is niet onnoodig hier te herinneren aan de debatten die uitgelokt werden door de bepaling die overgenomen is in onderhavig ontwerp. Een der redenaars, zich tot den achtbaren Minister van Nijverheid en Arbeid richtende (20 Juli 1923), zegde hem het volgende : « Wat gij niet wilt dat de Koning verrichte, dat doet gij door den Rechter doen. Hoe wilt gij dat hij iemand veroordeele om tegen woekerprijs te hebben verkocht zoo hij geen volledig besef heeft wat verschil er bestaat tusschen woekerwinst en wettig gewin. » (Vergadering van 20 Juli 1923, *Handel.*, bl. 2272, 1^o kol.).

Ook schijnt de zienswijze van het Parlement zich alsdan gericht te hebben naar die zijde, te weten : dat de wetgever slechts een bedrieglijk en ijdel werk zou verrichten bijaldien hij aan de Regeering niet de macht verleende om in zekere gevallen de prijzen vast te stellen, welke den normalen prijs te boven gaan en dienvolgens als woekerprijzen kunnen worden aangezien.

Het in 1923 ingediende wetsontwerp verwierp het stelsel dat als woekerprijs deed aanzien : elken prijs die hooger zou zijn dan die welke, na onderzoek door de bevoegde en bekwame inrichtingen, als normaal zou zijn vastgesteld en waaromtrent een taxatie-besluit was genomen geworden.

« De Regeering acht het niet gepast terug te komen tot dit regime wiens doelmatigheid, overigens, ten allerminste onzeker is. » (*Memorie van Toelichting.*)

Zulks was niet — wij erkennen het — de zienswijze van verscheidene redenaars die in het debat zijn tusschengekomen. « Men moet, zeide een hunner, den Minister het recht laten sommige koopwaren te taxeeren, zoo b. v. het brood, de suiker en de steenkolen. Daarbuiten, zulk gij niets doen wat de moeite waard is. » (Vergadering van 19 Juli 1923, *Handel.*, bl. 2254, 2 kol.). « Om een basis te hebben van wezenlijke actie, zou men moeten verder gaan dan het ontwerp en het recht hebben sommige producten te taxeeren... » (*Ibid.*, bl. 2256, 1 kol.).

« Het zou zeer moeilijk zijn niet de juistheid en de logica van deze bemerking aan te nemen; overigens, de Minister van Nijverheid en Arbeid heeft deze bemerkingen « zeer gerechtvaardigd en belangwekkend » geheeten en verklaard « die ingeving niet volstrekt van zich te willen stooten », naar het onmogelijk geacht « de quaestie zonder grondig onderzoek op te lossen. »

Thans ook nog behoort het wetsontwerp in deze orde van regeling.

Hij heeft zijn eerste verzet opgegeven met gedeeltelijk terug te keeren tot de wet van 14 October 1919 en tot die welke er den geldigheidsduur van verlengden of ze aanvulde door sommige wijzigingen.

De Commissie, na met 7 tegen 4 stemmen en 3 onthoudingen, den tekst van artikel 2 te hebben verworpen (verkoopen of te koop bieden van allernoodzakelijkste levensmiddelen of koopwaren, aan prijzen door de rechtbanken als woekerprijzen gekenmerkt), heeft zich aangesloten met het stelsel van de beteugeling der verkooping tegen woekerprijzen, wanneer dit kenmerk van woeker blijkt uit het feit eener aangifte van *maxima*. In zulk een geval kan de beteugeling eenigszins een automatische aard hebben.

Het onderzoek van artikel 4 heeft aanleiding gegeven tot onderscheidene vragen aan de Regeering, te weten :

Eerste vraag — Hoe denkt de Regeering den maximum-prijs te bepalen voor een bepaalde koop- of eetwaar en op welke gegevens zal zij voor de berekening daarvan steunen?

Tweede vraag. — Welke maatregelen denkt de Regeering te nemen om de door haar te bepalen maxima-prijzen in overeenstemming te brengen met de herhaalde schommelingen van de markten?

Derde vraag. — Zullen de provincie-gouverneurs alle macht hebben om de maxima-prijzen te bepalen volgens hun eigen methoden, of zullen hun deze methoden door de Regeering worden opgelegd?

De volgende antwoorden werden verstrekt :

« Het invoeren van maxima-prijzen zou slechts bij uitzondering kunnen geschieden en voor producten wier kostende prijs over 't algemeen dezelfde is voor geheel het land of voor geheel eene landstreek.

» Dit kan alleen gelden voor producten van een eenvormigen of nagenoeg eenvormigen prijs, zooals de suiker, de steenkool, het brood.

» Dit laat zich echter niet verstaan voor andere producten, zooals het vleesch, waarvan de grondslagprijs overeenstemt met de hoedanigheid van het vee en met de onderscheidene streken van het land. »

In zake de producten met eenvormigen prijs

« *De suiker*. — In de Lente sluiten de suikerfabrikanten met de beetenplanters overeenkomsten waarbij de koopprijs per ton wordt voorzien, afhankelijk van een suikergehalte van 14° plus een bijkomenden prijs per graad boven de 14°. »

Deze prijs moet gewis rekening houden met den prijs van het zaad, met allerhande kosten betreffende de planting, het onderhoud, het uitroeien, het vervoer der beeten, en met een betamelijke winst voor den landbouwer.

» Het behoort dat die globale prijs genoegzaam loonend zij om den landbouwer aan te zetten veel beeten te planten.

» Wat de suikerbereiding betreft, zijn al de kosten, van welken aard ook en tot de productie behorende, gemakkelijk vast te stellen.

» Eens vastgesteld zijnde, wordt de prijs niet meer beïnvloed, voor den verkoop binnen het land, door vreemde factoren zooals b. v. de valuta.

» Alleen voor den uitvoer zou deze bij den verkoop in aanmerking kunnen komen.

» Bij het begin van het suikerseizoen, zouden de Regeering en de suikerfabrikanten zich moeten t'akkoord stellen over de voorwaarden welke deze verkoopen bij den uitvoer regelen.

» Of dit voor rekening van de Regeering of de fabrikanten zou geschieden, dit is een punt dat gemakkelijk op te lossen is.

» In de suikerquaestie bestaat er dus geen mogelijke schommeling der prijzen andere dan die gebeurlijk uit de algemeene kosten van de tusschenpersonen kan voortvloeien.

» Deze schoommelingen zijn van weinig belang ten aanzien van den prijs der grondstof zelf.

» Een eenvormigen prijs kan dus door de Regeering worden vastgesteld zonder de tusschenkomst van de provincie-Gouverneurs.

» *Brood.* — Voor het brood moet voorzien worden :

- a) De kosten van de grondstof : het graan ;
- b) De kosten van het hervormen van het graan tot meel ;
- c) De kosten van het hervormen van het meel tot brood.

» Zeggen wij vooreerst dat, zoo het wetsontwerp voorziet dat de Regeering het recht zou hebben maxima-prijzen voor het brood vast te stellen, het niet waarschijnlijk is dat zij er gebruik zal van maken, daar uit de ervaring van de huidige periode van handelsvrijheid blijkt, dat de broodprijs over 't algemeen wordt vastgesteld met inachtneming van de prijzen van het graan en de algemeene kosten die de meelfabricatie en de broodfabricatie bezwaren. De misbruiken waren de uitzonderingen en waren nooit ontzettend zooals voorde suiker, bij voorbeeld. »

Overgaande tot de vaststelling van *de wijze waarop de prijzen worden bepaald* :

- « Berekening van de algemeene kosten van den molenaar.
- » Berekening van de algemeene kosten van den bakker.
- » Voldoende winst voor deze nijveraars en handelaars te voorzien.

» De graanprijs, waarvan hoofdzakelijk de prijs van het meel en van het brood afhangt, schommelt aanhoudend; vandaar de moeilijkheid om maxima-prijzen te bepalen.

» Deze bezwaren zijn echter niet onoverkomelijk, vermits heden ten dage reeds de maalders, eenerzijds, de bakkers, anderzijds, door middel hunner groepeerings, de verkoopprijzen hebben vastgesteld, die verschillen volgens de graan- en meelprijzen.

» Deze regeling kan dus verder worden toegepast, tenzij de Regeering tusschenbeide komt — deze tusschenkomst is echter vooralsnu uitgesloten — bij deze groepeerings om misbruiken, die in crisistijd steeds te vreezen zijn, te vermijden.

» Deze tusschenkomst zou een temperende rol te vervullen hebben, met

dezen verstande, dat zij zorgen zou om geen nadeel toe te brengen aan de belangen der tusschenpersonen en terzelfder tijd de rechtmatige belangen van den verbruiker op het oog zou houden. »

Het antwoord wijst verder op de *bezwaren om de maxima-prijzen van het vleesch vast te stellen*.

« Er bestaat drie soort vee : van eerste, van tweede en van derde qualiteit ; de prijzen zijn zeer verschillend.

» Ook een zelfde stuk vee geeft drie verschillende qualiteiten van vleesch : stukken van eerste keuze, van tweede en van derde keuze.

» De prijs van het vee op voet verschilt soms merkkelijk van plaats tot plaats.

» Het vervoer is kostelijk, de algemeene kosten zijn zeer verschillend.

» Onder deze omstandigheden, zullen de kostende prijzen onnoemlijk veel verschillen.

» Onderscheid maken tusschen de qualiteit van het vee, evenals tusschen de verschillende stukken bij een zelfde dier, dit is zeer bezwaarlijk te doen voor een oningewijde.

» Onder deze omstandigheden maxima-prijzen te stellen zou tot niets dienen, vermits de cliënt in de macht ligt van den slachter die hem zou willen bedriegen.

« Op dit gebied kan de Regeering slechts tusschenbeide komen in uitzonderlijke gevallen en wanneer er werkelijk misbruik bestaat. »

In zake de voorgestelde lastgeving :

« De provincie-Gouverneurs, die vanwege de Regeering zouden voorgelicht worden, dienden zich daarna te gedragen. »

. . .

Naar aanleiding van dit onderzoek en na de opmerkingen door sommige leden uit de Memorie van Toelichting van het vorige ontwerp aangehaald, welke opmerkingen destijds er toe geleid hebben van het aangeprezen stelsel af te zien, na erop gewezen te hebben dat uit de antwoorden der Regeering bleek hoe beperkt en moeilijk het voor deze wezen zou maxima-prijzen vast te stellen, heeft de Commissie met zeven stemmen tegen zes zich bij dit beginsel aangesloten.

Zij heeft echter den eersten tekst met dien verstande gewijzigd, dat de vaststelling der prijzen, zonder lastgeving, den Koning behoort. Deze vaststelling zou dan ook slechts kunnen geschieden voor de andere goederen en eetwaren dan die, waarvan de wet van 30 Juli 1923 de aanplakking der prijzen voorziet.

Meent de Regeering van deze machtiging te moeten gebruik maken, dan zal zij ook van gevoelen zijn, dat zij het voorstel der Kamer van Koophandel te Brussel niet moet van de hand wijzen, wanneer deze « de samenstelling eener commissie vraagt, welke zou bestaan uit vertegenwoordigers van het Middenbestuur, magistraten, handelaars en koopers, en tot opdracht hebben zou, de geschikte maatregelen voor te stellen voor de billijke toepassing der wet en desnoods zich ook bezighouden zou met de vaststelling der maxima-prijzen. »

Insgelijks kan men in deze zaak wijzen op het nut der medewerking van den

Dienst voor Ambachten en Neringen. Deze medewerking zou overeenkomen met het besluit tot regeling van dezen dienst (25 Maart 1908) waarvan artikel 6 luidt als volgt :

« Het draagt bij tot de studie van de nieuwe wetgevende maatregelen en van de verbeteringen, welke in te voeren zijn in de bestaande wetgeving betreffende die verschillende zaken, dit wil zeggen.

» 3^o De politie van den handel met vasten zetel, van den handel zonder vasten zetel en van tusschenpoozenden handel.

» 4^o Alle andere zaken, welke rechtstreeks en voornamelijk die belangen betreffen :

» 5^o De huishoudkundige belangen der ambachtslieden, kleinhandelaars en -bazen. »

III. — TOEPASSINGSMAATREGELEN.

Wat de andere bepalingen van het wetsontwerp betreft, heeft de Commissie ze ofwel verworpen, ofwel gewijzigd in overeenstemming met de hooger aangegeven beslissingen.

De nieuwe wet zou treffen : 1^o de handelingen en de verrichtingen bepaald in het eerste artikel, de aanslagen tegen de vrijheid van de mededinging; 2^o de verkooppingen gedaan zonder inachtneming van de vastgestelde prijzen. (Art. 4 van het Regeeringsontwerp.)

Er kunnen dus geene andere vaststellingen bedoeld worden dan deze van materiele feiten die gemakkelijk zijn op te nemen, geene andere inbeslagnamen dan deze van goederen of levensmiddelen die verkocht worden zonder inachtneming van de maxima-prijzen.

De inbeslagname en de verkoop slaan alleen op de koopwaren werkelijk verkocht of te koop geboden in strijd met artikel 4, en niet op deze welke worden bewaard in de magazijnen of in stock.

Om deze redenen werden de teksten van het ontwerp aangenomen of verworpen als volgt :

Artikel 5, eerste lid, verworpen bij staking van stemmen; lid 2, verworpen met 9 tegen 5 stemmen.

Artikel 6, eerste lid, eenparig aangenomen; lid 2 en lid 3, verworpen met 10 tegen 3 stemmen.

Ten slotte was de Commissie van oordeel dat de wet niet definitief in onze wetboeken zou worden opgenomen : de duur van toepassing, meende zij, zou moeten beperkt worden tot een jaar.

Het aldus gewijzigd wetsontwerp werd in zijn geheel aangenomen met 8 tegen 5 stemmen.

*
* *

De taak van het Parlement zou zeker onvolledig zijn, en zelfs gevaarlijk, indien het alleen in Staatsbemoeiing de oplossing zocht van de levensduurte en

van de misbruiken waaraan de speculeerders zich schuldig maken. Duren deze misbruiken voort, of breiden zij zich uit, dan moet het publiek, of de massa van de verbruikers, dit in vele gevallen enkel wijten aan zich zelf.

Al te veel verbruikers zien niet naar de prijzen, geven niet de voorkeur aan de eerlijke handelaars die aan lagere prijzen verkoopen, weigeren er over te spreken. Er zijn er veel voor wie niets te goed of te duur is. Het niet koopen van sommige producten, eene « staking van koopers » zou dikwijls veel meer doen dan wetsteksten om de prijzen tot eene juiste verhouding te brengen. Maar dit zou tijdelijke opofferingen vergen die men weigert te brengen.

Men mag den belangrijke factor van de vrijheid, voor de vrije mededinging, van de contrôle door het publiek, niet onderschatten.

De Commissie wil hare taak ook niet eindigen zonder er aan te herinneren dat zij eensgezind de bepalingen van het vroegere wetsontwerp betreffende het aanplakken van de prijzen heeft goedgekeurd.

Zij vestigt de aandacht van de Regeering op de noodzakelijkheid de wet van 30 Juli 1923, die werd gevolgd door het besluit van 18 October 1923, in werking getreden op 3 November 1923, geheel en stipt te doen uitvoeren.

Het is ongelukkig maar al te waar, dat in te vele gevallen deze wet nog niet hare volle uitwerking heeft gehad.

De Verslaggever,
P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,
MAX HALLET.

ANNEXE AU RAPPORT N° 199.

TEXTE DU PROJET DE LOI.

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION.

BIJLAGE VAN HET VERSLAG N° 199.

TEKST VAN HET ONTWERP.

TEKST VOORGESTELD DOOR DE COMMISSIE.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Seront punis d'un emprisonnement de quinze jours à cinq ans et d'une amende de trois cents francs à cent mille francs :

Worden gestraft met een gevangenisstraf van vijftien dagen tot vijf jaar en een geldboete van driehonderd frank tot honderd duizend frank :

Ceux qui, par des moyens frauduleux quelconques, auront opéré ou tenté d'opérer, maintenu ou tenté de maintenir la hausse ou la baisse du prix des denrées ou des marchandises ou des papiers et effets publics ;

Zij die, door gelijk welke bedrieglijke middelen, de stijging of de daling van de prijzen der levensmiddelen of koopwaren of van de handelspapieren en -effecten, zullen hebben bewerkt of gepoogd hebben te bewerken, gehandhaafd of gepoogd hebben te handhaven ;

Ceux qui, même sans l'emploi de moyens frauduleux, auront opéré, maintenu ou tenté de maintenir la hausse ou la baisse anormale du prix des denrées ou marchandises ou des papiers et effets publics, soit par des interdictions ou des conventions ayant pour objet la détermination de prix minima ou maxima de vente, soit par des restrictions à la production ou à la libre circulation des produits.

Zij die, zelfs zonder bedrieglijke middelen aan te wenden, de abnormale stijging of daling van de prijzen der levensmiddelen of koopwaren of van de handelspapieren en -effecten zullen hebben bewerkt, gehandhaafd of gepoogd hebben te handhaven, 'tzij door verbod of overeenkomst, de vaststelling van minima- of maxima-verkoopprijzen ten doel hebbende, 'tzij door beperking van de voortbrenging of van den vrijen omloop der producten.

Le tribunal pourra ordonner que le jugement soit inséré en entier ou par extrait dans un ou plusieurs journaux de l'arrondissement, aux frais du condamné.

De rechtbank zal kunnen bevelen, dat het vonnis, hetzij geheel of bij uittreksel, op kosten van den veroordeelde, in een of meer dagbladen van het arrondissement worde gepubliceerd.

ART. 2.

ART. 2.

Sera puni des mêmes peines quiconque aura offert en vente ou vendra à un prix usuraire une denrée ou marchandise de première nécessité.

Zal dezelfde straffen oploopen, alwie allernoodzakelijkste levensmiddelen of koopwaren, aan een woekerprijs zal hebben te koop geboden of zal verkopen.

Texte proposé par la Commission.**Tekst door de Commissie voorgesteld.****ARTICLE PREMIER.****EERSTE ARTIKEL.**

Seront punis d'un emprisonnement de quinze jours à cinq ans et d'une amende de trois cents francs à cent mille francs :

Ceux qui, par des moyens frauduleux quelconques, auront opéré ou tenté d'opérer, maintenu ou tenté de maintenir la hausse ou la baisse du prix des denrées ou des marchandises ou des papiers et effets publics ;

Ceux qui, même sans l'emploi de moyens frauduleux, auront opéré, maintenu ou tenté de maintenir la hausse ou la baisse anormale du prix des denrées ou marchandises ou des papiers et effets publics, soit par des interdictions ou des conventions ayant pour objet la détermination de prix minima ou maxima de vente, soit par des restrictions à la production ou à la libre circulation des produits.

Le tribunal pourra ordonner que le jugement soit inséré en entier ou par extrait dans un ou plusieurs journaux de l'arrondissement, aux frais du condamné.

ART. 2.

Supprimer cet article.

Met eene gevangenisstraf van vijftien dagen tot vijf jaar en eene geldboete van driehonderd frank tot honderd duizend frank worden gestraft :

Zij die, door gelijk welke bedrieglijke middelen, de stijging of de daling van de prijzen der levensmiddelen of koopwaren of van de handelspapieren en -effecten bewerken of pogen te bewerken, handhaven of pogen te handhaven ;

Zij die, zelfs zonder bedrieglijke middelen aan te wenden, de abnormale stijging of daling van de prijzen der levensmiddelen of koopwaren of van de handelspapieren en -effecten bewerken, handhaven of pogen te handhaven, 'tzij door verbod of overeenkomst, de vaststelling van minima- of maxima-verkooprijzen ten doel hebbende, 'tzij door beperking van de voortbrenging of van den vrijen omloop der producten.

De rechtbank kan bevelen dat het vonnis, geheel of bij uittreksel, op kosten van den veroordeelde, in een of meer dagbladen van het arrondissement worde gepubliceerd.

ART. 2.

Dit artikel te doen wegvallen.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 3.

Les cours et tribunaux apprécieront souverainement le caractère anormal de la hausse ou de la baisse visées à l'article 1^{er} ainsi que le caractère usuraire des prix visés à l'article 2. Ils tiendront compte, à cet égard, des frais normaux d'exploitation du commerce ou de l'industrie, notamment des frais de production, de fabrication, de mise en œuvre et de transport.

ART. 4.

Le Roi peut fixer les prix maxima de vente des marchandises et denrées de première nécessité. Il peut déléguer ce pouvoir, en tout ou en partie, aux gouverneurs de provinces.

Les infractions aux arrêtés pris en exécution de l'alinéa précédent seront punies des peines portées par l'article 1^{er}.

ART. 5.

Dans les cas prévus par les articles 2 et 4, le tribunal pourra ordonner, en outre, que le jugement soit affiché, le modèle de l'affiche étant déterminé par le Ministre de l'Industrie et du Travail, sur tout local affecté à la vente, au dépôt ou à la confection des dites marchandises, le tout aux frais du condamné.

Il pourra ordonner la fermeture de ces locaux pour trois jours au moins et

ART. 3.

De gerechtshoven en de rechtbanken zullen in hoogste uitspraak beslissen over het abnormaal karakter van de bij artikel 1 bedoelde stijging of daling, alsmede over het woekerachtig karakter der bij artikel 2 bedoelde prijzen. Zij zullen te dien opzichte rekening houden met de normale handels- of nijverheids-exploitatiekosten, n. m. l. kosten van voortbrengst, fabricage, inrichting en vervoer.

ART. 4.

De Koning kan den maxima-verkoop-prijs van de allernoodzakelijkste koopwaren en levensmiddelen vaststellen. Hij kan deze macht geheel of gedeeltelijk aan de gouverneurs der provincies overmaken.

De inbreuken op de besluiten, genomen ter uitvoering van vorig alinea, zullen worden gestraft met straffen bij artikel 1 voorzien.

ART. 5.

In de gevallen voorzien bij artikelen 2 en 4, zal de rechtbank bovendien kunnen bevelen dat het vonnis — volgens het door den Minister van Arbeid en Nijverheid te bepalen model — worde aangeplakt op ieder lokaal, dat tot den verkoop, de berging of de fabricage van bedoelde koopwaren is ingericht; alles ten koste van den veroordeelde.

Zij kan het sluiten van deze lokalen, voor ten minste drie dagen en ten

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 3.

Les cours et tribunaux apprécieront souverainement le caractère anormal de la hausse ou de la baisse visées à l'article premier *alinéa 3*.

Ils tiendront compte, à cet égard, des frais normaux du commerce ou de l'industrie, notamment des frais de production, de fabrication, de mise en œuvre et de transport.

ART. 4.

Le Roi peut fixer les prix maxima de vente des marchandises et denrées de première nécessité *servant à l'alimentation, à l'habillement, au chauffage et à l'éclairage*.

Les infractions aux arrêtés pris en exécution de l'*alinéa* précédent seront punies des peines portées par l'article 1^{er}.

ART. 5.

Supprimer cet article.

ART. 3.

De hoven en rechtbanken beslissen in hoogste uitspraak over het abnormaal karakter der bij artikel 1, *lid 3*, bedoelde stijging of daling.

Te dien opzichte houden zij rekening met de normale handels- of nijverheidskosten, namelijk met de kosten van voortbrenging, fabricage, inrichting en vervoer.

ART. 4.

De Koning kan de maxima-verkoop-prijzen vaststellen van de allernoodzakelijkste koopwaren en levensmiddelen, *die worden gebruikt voor voeding, kleding, verwarming en verlichting*.

De overtredingen van de besluiten, genomen ter uitvoering van de vorige *alinéa*, worden gestraft met de straffen, bij artikel 1 voorzien.

ART. 5.

Dit artikel te doen wegvallen.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

trois mois au plus. Il devra l'ordonner, en cas de récidive dans les deux ans de la condamnation.

hoogste drie maanden, bevelen. Zij zal zulks, ingeval van hervalling binnen de twee jaar van de veroordeeling, moeten bevelen.

ART. 6.

ART. 6.

Tous officiers de police judiciaire, ainsi que les agents qui auront été désignés par le Gouvernement, constateront les infractions à la présente loi et aux dispositions prises en exécution de celle-ci.

Al de officieren der gerechtelijke politie, alsmede de door de Regèring aangestelde agenten, zullen de inbreuken op deze wet en op de bepalingen tot uitvoering hiervan genomen, vaststellen.

Tous livres et documents commerciaux devront leur être exhibés à la première demande.

Al de handelsboeken en documenten moeten hun, op hun eerste verzoek, worden voorgelegd.

Il devra leur être accordé, à toute heure, libre accès des locaux où les denrées et marchandises de première nécessité sont emmagasinées ou mises en vente.

Er zal hun, op ieder uur, toegang dienen verleend tot de lokalen waar alle allernoodzakelijkste levensmiddelen en koopwaren liggen bewaard of te koop uitgesteld.

L'officier de police judiciaire ou l'agent désigné en vertu de l'alinéa 1^{er} du présent article, qui constate l'infraction, pourra saisir les denrées ou marchandises qui en forment l'objet; il mettra immédiatement en vente celles qui ne peuvent se conserver; le Procureur du Roi pourra, à tout instant, ordonner la mise en vente de toute marchandise saisie. Le prix de ces ventes sera versé à la Caisse des Dépôts et Consignations; il fera seul l'objet de la confiscation ou de la restitution ultérieure.

De officier der gerechtelijke politie of de krachtens alinea 1 van dit artikel aangestelde agent, die de inbreuk vaststelt, zal de desbetreffende levensmiddelen of goederen kunnen aanslaan; deze, die tot het bewaren ongeschikt zijn, zal hij onmiddellijk te koop stellen; de Procureur des Konings zal elk oogenblik den verkoop van alle aangeslagen goederen kunnen bevelen. De opbrengst van dezen verkoop zal worden gestort in de Deposito- en Consignatiekas; zij zal enkel in aanmerking komen voor de latere verbeurdverklaring of teruggave.

ART. 7.

ART. 7.

Les infractions à l'article 5 seront punies d'un emprisonnement de huit

De inbreuken op artikel 5 zullen worden gestraft met een gevangenis-

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 6.

Tous officiers de police judiciaire, ainsi que les agents qui auront été désignés par le Gouvernement, constateront les infractions à la présente loi et aux dispositions prises en exécution de celle-ci.

En cas de flagrant délit, les agents pourront saisir lors de la constatation de l'infraction visée par l'article 4, les denrées ou marchandises qui en forment l'objet. Ils mettront immédiatement en vente celles qui ne peuvent se conserver; le Procureur du Roi, pourra, à tout instant ordonner la mise en vente de toute marchandise saisie. Le produit de ces ventes sera versé à la Caisse des Dépôts et Consignations; il fera seul l'objet de la confiscation ou de la restitution ultérieure.

ART. 7.

Supprimer cet article.

ART. 6.

De overtredingen van deze wet en van de bepalingen, ter uitvoering er van genomen, worden vastgesteld door al de officieren der gerechtelijke politie, alsmede door de vanwege de Regearing aangestelde agenten.

In geval van heeterdaad kunnen de agenten, bij het vaststellen van de bij artikel 4 bedoelde overtreding, de desbetreffende levensmiddelen of koopwaren in beslag nemen. Deze, die tot het bewaren ongeschikt zijn, stellen zij onmiddellijk te koop; de Procureur des Konings kan, ieder oogenblik, het te koop stellen van alle in beslag genomen koopwaren bevelen. De opbrengst van dezen verkoop moet worden gestort in de Deposito- en Consignatiekas; zij komt alleen in aanmerking voor de latere verbeurdverklaring of teruggave.

ART. 7.

Dit artikel te doen wegval-
len.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

jours à un mois et d'une amende de 26 francs à 500 francs, ou de l'une de ces peines seulement.

ART. 8.

L'article 9 de la loi du 31 mai 1888 n'est pas applicable aux insertions, affichages et fermetures ordonnés en vertu de la présente loi.

ART. 9.

L'article 311 du Code pénal est abrogé. Toutes les dispositions du Livre I du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

ART. 10.

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa publication.

straf van 8 dagen tot 1 maand en een boete van 26 tot 500 frank, of met enkel een dezer straffen.

ART 8.

Artikel 9 van de wet van 31 Mei 1888, is niet toepasselijk op het inlasschen, aanplakken en sluiten, krachtens deze wet bevolen.

ART. 9.

Artikel 311 van het Strafwetboek is ingetrokken. Al de bepalingen van Boek I van het Strafwetboek zijn toepasselijk op de inbreuken bij deze wet voorzien.

ART. 10.

Deze wet treedt in werking den dag na de uitgifte ervan.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 8.

L'article 9 de la loi du 31 mai 1888 n'est pas applicable aux insertions ordonnées en vertu de *l'article premier* de la présente loi.

ART. 9.

Toutes les dispositions du livre I du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par la présente loi.

ART. 10.

La présente loi entrera en vigueur le lendemain de sa publication.

Elle ne sera obligatoire que pendant un an à moins qu'elle ne soit renouvelée.

Pendant sa période d'application l'article 311 du Code pénal sera considéré comme abrogé.

ART. 8.

Artikel 9 der wet van 31 Mei 1888 is niet van toepassing op de inlasschingen, krachtens *artikel 1* dezer wet bevolen.

ART 9.

Al de bepalingen van Boek I van het Strafwetboek zijn van toepassing op de bij deze wet voorziene overtredingen.

ART. 10.

Deze wet treedt in werking den dag na dien harer bekendmaking.

Zij is slechts gedurende één jaar verbindend, tenzij zij vernieuwd wordt.

Gedurende hare periode van toepassing wordt artikel 321 van het Strafwetboek geacht ingetrokken te zijn.